

SALON INTERNATIONAL DE LA CHAÎNE DE VALEUR ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE

DU 31 JANVIER AU 02 FÉVRIER 2024

L'HÔTEL DE VILLE DE YAOUNDÉ

ZÈME ÉDITION



Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

LA VOIX DES ENTREPRISES

N° 032 du Mercredi 20 Décembre 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem

lavoixdesentreprises@gmail.com

PUBLIC SECURITIES MARKET

Cameroonian Treasury Clears 72.3 billion Debts



PAGE 5



CONSOMMATION DU MADE IN CAMEROON

L'appel du MinpMESSA

En présidant la clôture de la 7e édition des Journées nationales de la petite et moyenne entreprise (Jnpme) tenue au Palais des Congrès de Yaoundé les 12 et 13 décembre 2023, Achille Bassilekin III, Ministre des PME, a émis le vœu de la signature d'une instruction par le Premier ministre, qui engage les administrations publiques, à se fournir prioritairement en produits Made In Cameroon.

Page 2

SIVEB 2024



Le comité d'organisation en mode sensibilisation

PAGE 2

BANKS LIQUIDITY

Beac Opts for the Issuance of Treasury Bills

PAGE 4

PROMOTION DU MADE IN CAMEROON

Yaoundé se dote d'une nouvelle enseigne

PAGE 3

CAN TOTAL ENERGIE CÔTE D'IVOIRE 2023

Partagez les émotions et profitez d'un accueil **chaleureux**, d'un hébergement **adéquat**, d'une restauration **époustouflante** et d'animations touristiques **inoubliables** pour tous les supporters venus d'ailleurs et de partout en **Afrique**.

Réservez dès à présent pour votre hébergement sur notre site www.tripix.travel

Utilisez le code promo: **Ngossolli72**

Contacts utiles: +225 0101010363/+237 697207451

TRIPIX



INSTITUTIONS

CONSUMMATION DU MADE IN CAMEROON

Explorer avec tous les acteurs de l'écosystème entrepreneurial l'intérêt de développer les chaînes de valeur dans les secteurs prioritaires que sont l'agro-alimentaire, le bois et le coton textile cuir, et organiser les différents acteurs dans ces filières, ont meublé la 7e édition des Journées nationales de la petite et moyenne entreprise (Jnpme), tenue au Palais des Congrès de Yaoundé les 12 et 13 décembre 2023.

Sous le haut patronage du Premier ministre, chef du gouvernement, cette édition avait pour thème : « Essor des PME et promotion des chaînes de valeurs : quelles opportunités pour la mise en œuvre de la politique d'import-substitution ? ». Pendant deux jours, les échanges ont été axés autour de la mise en place du nouveau mécanisme institutionnel visant à ré-

En présidant la clôture de la 7e édition des Journées nationales de la petite et moyenne entreprise (Jnpme) tenue au Palais des Congrès de Yaoundé les 12 et 13 décembre 2023, Achille Bassilekin III, Ministre des PME, a émis le vœu de la signature d'une instruction par le Premier ministre, qui engage les administrations publiques, à se fournir prioritairement en produits Made In Cameroon.

duire les contraintes structurelles de l'environnement des affaires, pour libérer le potentiel de production des biens manufacturés Made In Cameroon par les PME locales.

Les travaux ont permis de faire une évaluation diagnostique des flux informationnels productifs et financiers en vue de la mise en place des chaînes de valeurs productives dans les secteurs agro-alimentaires, du bois et du coton textiles cuir. Mais aussi, d'analyser les dispositifs institutionnels notamment le climat des affaires et autres facilités visant à appuyer la politique de l'import substitution du Cameroun.

Ainsi, 11 recommandations sur les défis à relever ainsi que les nouvelles orientations à adopter pour assurer la compétitivité et le développement du secteur de la PME ont été prises. Il s'agit entre



autres, de "l'accompagnement à la normalisation et à la certification des produits locaux", dont le but est de garantir la qualité tout comme la fourniture des mécanismes d'appui et de soutien institutionnel aux PME pour minimiser les coûts de normalisation et de certification.

"La formulation d'un contenu légal et réglementaire à la définition, mais surtout au processus de labélisation du Made In Cameroon". Selon le Ministre des PME, Achille

● Achille Bassilekin III,
Ministre des Petites et
Moyennes entreprises de
l'Economie sociale et de
l'artisanat (Minpmeesa).

L'appel du Minpmeesa

Bassilekin III, « on en parle beaucoup, mais il faut lui donner un contenu réglementaire et qu'au terme de ce processus qu'on sache effectivement qu'est ce qui a droit au label du Made In Cameroon, quels sont les critères, les conditions et comment est-ce que cette labélisation peut être rendue opérationnelle ».

"La prise d'un acte réglementaire", fait également partie des recommandations. Pour le Minpmeesa, la signature d'une instruction générale du Premier ministre chef du gouvernement qui engage les administrations publiques, à se fournir prioritairement voire impérativement en produits Made In Cameroon, ainsi qu'à l'accès à la commande publique des PME, un vœu absolu. En enfin, "le développement d'un mécanisme en appui à la modernisation de l'appareil de production des biens manufactu-

rés des PME, à travers la fourniture des équipements collectifs pour la production des groupements des PME et des filières professionnelles dans les chaînes de valeurs en collaboration avec les CTD".

En mettant un terme à la 7e édition des Jnpme 2023, Achille Bassilekin III, à saisi cette occasion pour remercier l'ensemble des acteurs qui se sont mobilisés au cours de ces deux jours de travaux. Notamment les PME et porteurs de projets, administrations sectorielles, CTD, grandes entreprises du secteur public et privé... qui ont non seulement accepté de participer aux échanges mais aussi, ont accompagné la tenue des Jnpme, en mettant à contribution, leur expérience, savoir-faire ainsi que leur ressource.

Raphael Mforlem

SIVEB 2024

Les professionnels et promoteurs de salons de beauté du quartier Nsam à Yaoundé, ont reçu le 15 décembre dernier la visite du Comité d'organisation du Salon International de la Chaîne de Valeur Esthétique et Bien-être (Siveb), dont la 4e édition s'annonce à grands pas.

Le comité d'organisation en mode sensibilisation

C'est pour garantir une participation efficiente des professionnels et promoteurs de salons de beauté, à la 4e édition du Salon International de la Chaîne de Valeur Esthétique et Bien-être (Siveb), qui aura lieu du 31 janvier au 2 février 2024 au Musée national de Yaoundé, que le comité d'organisation a opté pour une sensibilisation de proximité, et c'est le quartier Nsam à Yaoundé, qui a fait l'objet d'une première descente le 15 décembre 2023. « Nous nous sommes rendu compte de ce que notwithstanding la communication sur les réseaux sociaux, et à la télévision, bons nombres ne sont pas informés de la tenue de cet événement », a re-

levé Alvine Djuffo Tiotso, promotrice du Siveb. Au cours de cette visite de courtoisie, il a été question pour la dizaine des membres de sensibiliser les professionnels et promoteurs de salon de beauté, sur les bien-fondés du Salon International de la Chaîne de Valeur Esthétique et Bien-être (Siveb), ainsi que sur leur participation à ce grand moment d'échanges et de partages dont la 4e édition s'annonce à pas-de-géant.

C'est dans une atmosphère empreinte de convivialité, que l'équipe conduite par Alvine Djuffo Tiotso, promotrice du Siveb, a été reçue dans chacune des structures. Avec les acteurs, l'équipe a abordé les sujets relatifs à la nécessité

pour les acteurs d'être des parties prenantes, aux retombées présents et futures qui pourront découler de leur participation au Salon International de la Chaîne de Valeur Esthétique et Bien-être.

Les aspects organisationnels, accès aux stands, activités, bref tout le menu hyper alléchant de la 4e édition du Siveb, n'était pas en reste au cours des discussions. Quant aux préoccupations des acteurs, elles ont trouvé réponses favorables auprès du Comité d'organisation. À l'issue de cette première sortie, c'est un air de satisfaction qui se dégage tant sur les visages des professionnels et promoteurs de salon de beauté que sur ceux des organisateurs. « Accueil



chaleureux, échanges conviviaux et constructifs, appréciation de l'initiative par les acteurs sont entre autres éléments que nous avons pu glaner au terme de cette sensibilisation de proximité, effectuée au quartier Nsam. D'aucuns ont promis d'y prendre part et d'autres ont émis le vœu de mieux y réfléchir.

● Le comité d'organisation du SIVEB sur le terrain.

L'événement, c'est dans quelques semaines et nous n'attendons plus que ces acteurs puissent prendre le pas en souscrivant au stand d'exposition au musée national. Entre temps, la sensibilisation va se poursuivre dans d'autres artères de la capitale ». Confie Alvine Djuffo Tiotso.

Le Salon International des Industries de la Chaîne de Valeur Esthétique et Bien-être (Siveb) est un concept événementiel qui valorise le savoir-faire et le potentiel des industries de la chaîne de valeur esthétique et bien-être, qui vise à promouvoir les offres des différents acteurs de la chaîne et leur valeur sur le plan économique, social et culturel.

PROMOTION DU MADE
IN CAMEROON

Le centre commercial "Star Mall" de le Hollandais Dee-Lite, situé au lieu-dit Nouvelle route Bastos, mis en service le 14 décembre 2023, va commercialiser 40 % des produits estampillés Made In Cameroon.

Yaoundé se dote d'une nouvelle enseigne

C'est un investissement d'un montant global de 6,3 milliards de FCFA, qui a été inauguré le 14 novembre dernier par le ministre du commerce Luc Magloire Atangana, présence du ministre des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières, Henri Eyebe Ayissi. Dénommé "Star Mall", la nouvelle infrastructure commerciale vient ainsi s'ajouter aux autres grandes surfaces déjà disponibles au Cameroun et dans la ville de Yaoundé à l'instar des supermarchés Carrefour, Casino, Arno, Santa Lucia, Dovv,...

Ce centre commercial vient contribuer au développement de l'économie camerounaise, à travers notamment la

mise en exergue et la valorisation des produits Made in Cameroon. « Cette œuvre répond à l'appel patriotique du chef de l'Etat Paul Biya, à l'adresse des investisseurs, nationaux et étrangers, les invitant à participer à cette dynamique et fructueuse aventure de transformation structurelle de l'économie camerounaise, à travers notamment la mise en vitrine et la valorisation des produits Made in Cameroon, le label du futur » a indiqué Luc Magloire Mbarga Atangana.

D'après le Mincommerce, Star Mall va permettre de « générer environ 300 emplois, dont 162 directs et 140 indirects en particulier pour la jeunesse ; renfor-



cer le Made In Cameroon dans le sens où le Groupe envisage de porter la part du Made in Cameroon à 50 % dans ses magasins et grandes surfaces à l'horizon 2025 et à la valorisation de nouveaux métiers tels

Le ministre du Commerce découvre les produits Made In Cameroon, dans l'enseigne du supermarché Star Mall.

que la charcuterie, pâtisserie et cuisinier ». En outre, Star Mall va contribuer à la promotion des chaînes de valeur dans les secteurs agricoles, pastoraux et piscicoles.

Tout en rappelant que le Centre Commercial se devra, in fine, d'être attirant et attractif de par la nature, la qualité et la diversité de l'offre, Luc Magloire Mbarga Atangana a suggéré à son promoteur qu'il soit adjoint et accolé à la dénomination Star Mall, celui de Star des prix, ce qui se déclinerait en une enseigne du genre : « Star Mall du quartier nouvelle route Bastos, la Star des prix », afin de lui conférer un relief à consonance sociale plus relevée.

Ce supermarché inau-

guré le 14 décembre dernier à Yaoundé, est le 15e Centre commercial de le Hollandais Dee-Lite au Cameroun, qui sort de terre après ceux de la capitale économique Douala (Vallée Besseke, Bonabéri, Akwa, PK14, Ndokoti) et ceux exploités en location dans les Stations-Services Ola Energy. C'est en 2020 que le projet de construction en partenariat avec la Société des banques du Cameroun (SBC) a débuté. Situé au lieu-dit nouvelle route Bastos, dans l'arrondissement de Yaoundé 1er, Star Mall s'étend sur une superficie de 7 500 m², répartis sur trois niveaux et comprenant neuf boutiques.

Raphael Mforlem

TRANSPORT URBAIN

Le 13 décembre dernier lors du Conseil de communauté, les conseillers ont donné quitus au maire de la ville de Yaoundé de signer un contrat de concession avec la société Salem Tours Mfoundi (STM) pour le transport public de personnes par autobus.

La nouvelle compagnie dispose de 6 mois pour se mouvoir

Selon les termes du contrat, le nouveau concessionnaire du transport de masse par bus, sur qui peut d'informations sont disponibles, dans la capitale a un délai de 6 mois, après la signature dudit accord, pour mobiliser les moyens matériels nécessaires à l'exploitation de son réseau. Il s'agit notamment de l'acquisition du matériel roulant (autobus de 50 places au minimum), l'aménagement effectif d'une base logistique et la matérialisation des arrêts bus.

Cette société, a appris Investir au Cameroun, a été sélectionnée à l'issue d'un avis à manifestation d'intérêt lancé par la CUY. Sur les quatre opérateurs qui ont soumissionné, trois d'entre eux ont été retenus pour la poursuite des négociations par la commission créée par décision du maire de la ville en vue

d'analyser les offres reçues. Les négociations portaient notamment sur le nombre de lignes d'exploitation, les caractéristiques des bus, le prix de base et les clauses des contrats et cahiers de charge. Au final, seule l'entreprise STM a mené les négociations jusqu'au bout avec, à terme, la signature d'un contrat et la sélection de trois lignes de bus pour une phase pilote. La sélection de ce nouvel opérateur intervient dans un contexte où Yaoundé peine à disposer d'une société de transport de masse viable. La Société de transports et équipements collectifs de Yaoundé (Stecy SA), qui a débuté ses activités le 13 février 2017, a vu son contrat résilié le 17 février 2023 par le maire de la ville. Ce, au motif d'un certain nombre de manquements par la Stecy à ses

obligations contractuelles, selon le rapport sur les coûts des risques budgétaires générés par les projets exécutés en PPP publié en mai 2023 par le ministère des Finances (Minfi). Le document ne précise pas de quels manquements il s'agit. Mais en mai 2021, le ministre des Transports, Jean Ernest Masséna Ngalle Bibehe, avait accusé l'entreprise de sous-traiter ses locaux et de prêter son matériel à un opérateur de transport interurbain clandestin.

Stecy SA, fait toutefois partie des quatre opérateurs qui ont répondu à l'avis à manifestation d'intérêt de la CUY. À en croire nos sources, cette entreprise s'est « désistée » du processus au motif que « ses conditions contractuelles n'ont pas été acceptées » par les membres de la commission, notamment celles liées à la sub-



vention d'équilibre. Stecy avait remplacé la société Le Bus, une coentreprise détenue par des institutions publiques camerounaises et le groupe américain Parker International Industries. Née d'un partenariat conclu en 2005, l'entreprise a mis la clé sous le paillason en 2016.

La nouvelle société de transport en commun par bus, pourra-t-elle faire mieux là où ses prédéces-

seurs ont échoué? Pour certains experts du secteur des transports, la faillite de ces opérateurs s'explique par le fait que cette activité n'est pas rentable en raison notamment du problème des voies de communication dans la capitale du Cameroun. Tout entrepreneur qui s'y lance est confronté aux problèmes de bouchons et des voies mal entretenues. Résultat : les bus passent plus de temps dans les embouteillages et les garages à cause du mauvais état des routes et la faible densité du réseau.

À la CUY, l'on explique que l'arrivée prochaine de cette société sur les routes de Yaoundé est une solution alternative en attendant le lancement du projet BRT (Bus Rapid Transit) de la ville, annoncé depuis 2019.

BANKING AND FINANCE

BANKS LIQUIDITY

The Bank of Central African States (Beac) has authorized the central bank of the six Cemac States to issue Treasury Bills with maturities between 14 and 28 days. This is contained in a press release made public on December 12, 2023 after the 4th and last ordinary session of the Monetary Policy Committee (CPM).

Beac Opts for the Issuance of Treasury Bills

During the videoconference press conference that punctuated the work of the last CPM of the year 2023, the Governor of the BEAC presented the Treasury Bills to be issued soon by the issuing institute as an offer made by the central bank to over liquid commercial banks, to transfer their excess liquidity to it, against a remuneration determined by the various interest rate offers made by the interested bankers. Cemac governor, Abbas Mahamat Tolli explains that "We are going to ask the community of banks that have money to put at the central bank to offer us rates, according to the amounts of liquidity that we want to

withdraw from the system. Each bank will make its bid, and in the end we will get a rate and cut off the excess liquidity that exists in these banks". Through these operations to drain bank liquidity, which will take place at a certain frequency, we learn from the press release published at the end of the CPM's work on December 12, 2023, it is a question for the Beac "to accelerate the resorption of excess bank liquidity in the very short term, and better monitor its evolution". In other words, after the successive increases in its main policy rates to toughen the refinancing of commercial banks with the central bank, the increase in the volume of liquidity with-



drawn from banks each week (200 billion FCFA), and the suspension of liquidity injection operations in the Cemac banking system, the central bank is now equipped with a new weapon to fight inflation. This is projected by the central bank at 5.6% at the end of 2023. Which, as in 2022, corresponds to al-

Abbas Mahamat Tolli, Governor of Beac.

most double the Community threshold of 3%. According to BEAC Governor, the Treasury Bill strategy should be more effective in drying up banks, especially those that are absent from the interbank market, while they have excess liquidity. Abbas Mahamat Tolli justifies his optimism by the attractiveness of the level of remuneration of Treasury Bills, which should encourage banks to subscribe to them. In fact, unlike the weekly liquidity withdrawal operations in banks, where the interest rate to which the operation is associated, known in advance, is fixed unilaterally by the central bank; the remuneration had to be higher when issuing Treasury Bills by

the central bank. Insofar as the final interest rate will result from the auctions made by the banks themselves. According to the Governor of the Beac, this new instrument for piloting monetary policy that will be launched by the issuing institute of Cemac countries is also not in competition with the Equivalent Treasury Bills (BTAS) issued by the States on the public securities market operational since 2011. This, in view of its maturities (14 to 28 days), which are more related to the very short term and are therefore different from the 13 weeks to 52 weeks of the BTA issued by the National Treasures of the Cemac zone.

Sorelle Ninguem

CREATION OF BANK BRANCHES

With 20 and 9 branches opened respectively between 2021 and 2023, Afriland First Bank and Bange Bank represent the strong trend that is putting a brake on the networking of the territory and at the same time plying with the digitalization of banking services, with the extension of geographical branches.

Afriland and Bange Bank Stars since 2021

With the digitalization, banking services are equally multiplying their growth with the creation of physical branches working hand in hand with electronic wallets and even banking applications.

In the competition of proximity to customers, Afriland First Bank is housed at the lamplight the launch of its application (Sara) in 2019, it has continued to expand its branch network. In 2021, the bank sprouts with more than sustained increase in its capital from 20 to 50 billion FCFA. One year after the capital increase, the network has grown from 51 to 59 branches. The dynamics have reached a crescendo; in October



2023, the bank headed by Celestin Guela Simo totaled 71 branches, an increase of 12 branches over one year. In addition to these 71 branches, Afriland First Bank offers its customers three Islamic finance counters and a subsidiary dedicated to financial markets (Afriland Stock Exchange &

Investment).

On the ground, many agency construction sites are underway, including the new agency to be delivered in Obala by the end of the year.

Very active in the networking of the territory in recent years, Bgfi Bank Cameroon is located in the same dynamic as Afriland First Bank. After doubling its capital, which amounts to 20 billion FCFA, it adopted a new Retail Banking policy by early 2022, in order to be closer to individuals. Very quickly, its formerly sparse network – which was normal considering its segment of activity – expanded with new agencies: Biyem-assi, Etoudi, Odza and Omnisports. New agencies have been opened in the cities of Bafoussam, Ba-

menda, Kribi and Garoua at the rate of one agency per city. This brings to 22, the number of Bgfi Bank branches operating in Cameroon.

In the same light, Societe General Cameroon Bank, subsidiary of the French group is not on the fringes of this trend to network the territory. On January 15, 2021, the SGC inaugurated a new agency in the city of Dschang, the 4th in the western region. She then proceeded, to the inauguration of Tsinga agency in Yaoundé in 2022 and in March 2023, it opened its 12th agency in the city of Yaoundé until the 44th throughout the national territory. Later in July, the French group's subsidiary increased its number of branches to 45 by anchoring on

Olembé. The strategy is clear: strengthen its geographical network on the Cameroonian national territory.

The opening of the CCA-Bank on her side has opened its 47th branch on July 13, in the Yaoundé 4 municipality. In her keynote speech, CCA-Bank's Managing Director, Marguerite Fonkwen Atanga, explained that the bank is committed to "Investing in customer relations for inclusive and sustainable growth" with the ultimate aim of improving customer relations. Signs of the times: in the space of a year, CCA-Bank has grown from 43 branches (2022) to 49 branches, 5 of which opened in 2023.

ISO CERTIFICATIONS

The General Surveillance Company of Cameroon has distinguished three of Afriland First Bank branches with ISO 9001-2015 certifications. It was during a ceremony organized in Yaoundé on December 12, in the presence of Youssoufa Bouba, the CEO of Afriland First Bank and Patricia Nzondjou, Sub-Regional Director of Central Africa.

Three Afriland First Bank branches distinguished

The said branches are Bonanjo's agencies in Douala, Hippodrome and the main Agency. The ISO 9001-2015 certification was issued by the Société générale de surveillance du Cameroun, a subsidiary of the SGS Group, created in 1848 and present in 140 countries around the world with more than 100,000 employees. This standard recognizes the bank's compliance with requirements set out in an international differentiated regime. « This certification testifies, if necessary, to the desire of the general management of Afriland First Bank to register in a sustaina-



ble and continuous way in the quality standards. This is for the sole purpose of customer satisfaction. Through this improvement of its quality management system, it will make it possible to stand out even more from its competitors and to gain market share », said Patricia Nzondjou,

Sub-Regional Director Central Africa, SGS. The choice of these agencies was guided in particular "for the implementation of the quality management system within Afriland First Bank," added Youssoufa Bouba, CEO of Afriland First Bank. As part of the aim of obtaining this certification, it is planned to

conduct annual follow-up audits of the Société générale de surveillance within these agencies for the period going from November 30, 2023 to November 29, 2026. The objective is to improve the quality of service for customers and partners within Afriland First Bank. « The scope of this certification covers our core business, in particular, the design, development and sale of banking services », said the Deputy General Manager. Afriland first Bank thus wishes to put a point of honor in the quality of service of its customers, one of the reasons, undoubtedly, which allows it to be leader of the Cameroonian banking

market. Indeed, for the past decade, Afriland First Bank has maintained a positive dynamic observed in all segments. In 2022, for example, the bank headed by Célestin Guela recorded a net profit of 22.1 billion FCFA. This profit is an increase of 20.6 %, compared to that of the year 2021. Afriland Bank's total balance sheet is experiencing an increase of 18.3 % year-on-year, amounting to 1,768.8 billion FCFA. The banking institution also has 19.2 % of the market share in terms of collecting bank deposits in Cameroon at the end of December 2022.

Sorelle Ninguem

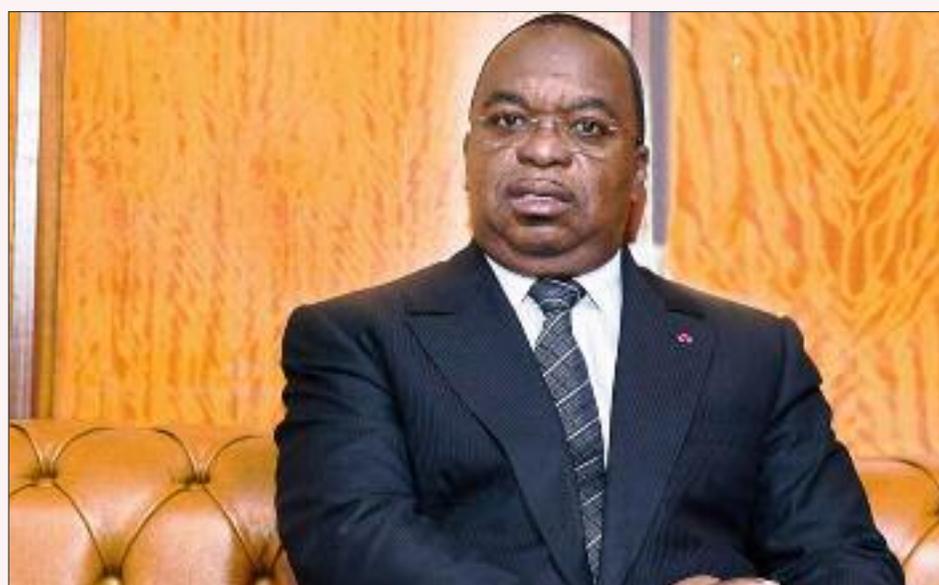
PUBLIC SECURITIES MARKET

The State of Cameroon is expected to repay debts contracted on the public securities market.

Cameroonian Treasury Clears 72.3 billion Debts

According to official data from the Bank of Central African States (Beac), a total envelope of 72.3 billion FCFA will be paid in OTA (Assimilable Treasury Bonds) and BTA (Assimilable Treasury Bills) between December 11 and 13, 2023 as payment of principal as well as interest generated. On December 11th, 2.5 billion in interest was paid on two long loans of 2 and 3 years. On the same maturities, the Cameroonian Public Treasury has repaid 25 and 30 billion

FCFA respectively. On December 13th, the country settle 15.7 billion Fcfa over a 26-week BTA. It should be noted that the Cameroonian state monitized almost 50 billion FCFA between December 4th and 8th through two issues of 45 and 15 billion in BTC for 26 and 52 weeks respectively. This debt settlement on the security market will give greater credibility to Cameroon's signature on the public securities market. Indeed, for 11 years of intervention, the Cameroonian public treasury has not recorded any



Louis Paul Motaze, Minister of Finance.

payment defaults on the market common to the six Cematic countries (Cameroon, Congo, Gabon, Chad, CAR and Equatorial Guinea).

For each loan made on the market, Beac opens an amortization account in its books. Every 15th of the month, the period of peak tax reve-

nues, it takes an amount from the single Treasury account that it transfers to the depreciation account. At each repayment deadline, it debits the amortization account to credit the account(s) of the investors who subscribed to this loan. For several years now, the security market has taken on an important dimension in Cematic, as it enables States to raise additional resources essential for financing its expenses.

POLITIQUE PUBLIQUE

ACCÈS AU FINANCEMENT

Dans le rapport de l'enquête sur le climat des affaires dans le secteur industriel, que vient de publier le ministère de l'Économie, 91 % des chefs d'entreprises trouvent les coûts d'accès au financement élevés. Seulement 6 % les trouvent moyens et 3 % faibles.

Le Cameroun affiche coût très élevé

D'après une enquête, 59 % des chefs d'entreprises trouvent contraignantes les conditions imposées par les banques aux entreprises au Cameroun, contre seulement 11 % qui les trouvent acceptables. Dans la même veine, 91 % des chefs d'entreprises estiment que les appuis financiers de l'État restent insuffisants, même si 61 % d'entre eux n'en ont pas connaissance. Pour améliorer l'accès au financement, les chefs d'entreprises interpellent l'État sur la nécessité de mettre l'accent sur la mise en œuvre des mesures déjà envisagées pour surmonter les difficultés d'accès au finance-

ment. Ces mesures couvrent notamment la mise en place des structures dédiées au financement des entreprises (Bcpme, Bstp, etc.), la loi sur le crédit-bail, l'ouverture des guichets de financement alternatifs (loi sur l'affacturage, etc.) et la mise en place des structures de garantie de financement. D'après le Minepat, l'enquête a été réalisée du 14 août au 13 septembre 2023 sur un échantillon de 1 000 entreprises, sélectionnées dans chacune des dix régions du pays. Elle s'est faite au moyen d'une plateforme électronique où les entreprises ont directement renseigné la version électronique du questionnaire et à

travers les échanges directs entre les équipes du ministère de l'Économie et les responsables des entreprises qui n'ont pas pu répondre via cette plateforme numérique. L'objectif de cette enquête, précise le ministère de l'Économie, était d'apprécier la manière dont les entreprises du secteur industriel perçoivent le climat des affaires (accès au financement, accès au marché, accès aux facteurs de production, etc.) et les actions menées par l'État en vue de l'améliorer. Dans le cadre de sa stratégie nationale de développement (SND 30), l'État du Cameroun s'est engagé à porter la part du sec-



teur secondaire dans le PIB de 28,2 % en 2018 à 36,8 % en 2030, la valeur ajoutée manufacturière de 12,9 % en 2016 à 25 % en 2030 et la part des exportations des produits manufacturés à 54,5 % en 2030. Au 2e trimestre 2023, le secteur secondaire s'est situé à 1,8 % du PIB

par rapport au même trimestre de 2022. Il a généré 1 688,2 milliards FCFA, selon la récente analyse sur les comptes nationaux publiée le 27 novembre dernier par l'Institut national de la statistique (INS).

Frédéric Nonos

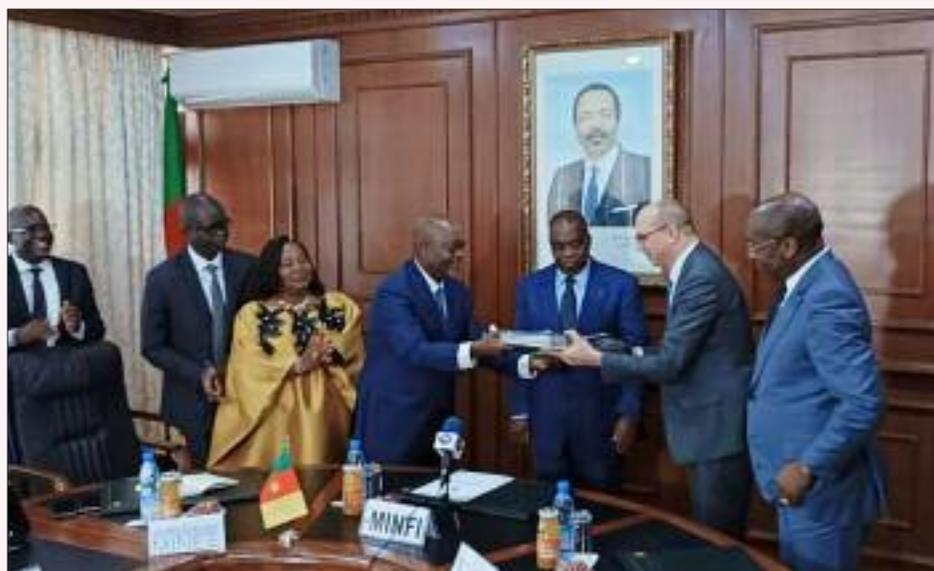
SONARA

La Société nationale de raffinage (Sonara) a signé le 12 décembre, à Yaoundé, une convention de restructuration de sa dette portant sur un montant de 20 milliards de FCFA avec le trader suisse Mercuria Energy Trading.

L'Etat s'engage à rembourser 20 milliards en 10 ans

Par cet accord, fruit de plusieurs mois de négociations entre les parties et conclu sous l'égide du ministère des Finances (Minfi), l'État s'engage à rembourser cette somme sur une période de 10 ans, moyennant un taux d'intérêt hors taxes de 5,5 % par an. Mercuria Energy Trading devient ainsi le quatrième trader avec lequel l'État du Cameroun, qui s'est engagé à éponger les dettes de la Sonara, a trouvé un compromis. Le même exercice a été conclu avec le trader suisse Trafigura, le 29 septembre 2023, pour un montant de 14,5 milliards de FCFA. Le 26 janvier dernier, c'est

avec le trader PSTV que la convention avait été signée pour le remboursement de 8,5 milliards de FCFA. Avant cela, le 22 septembre 2022, le même accord était signé avec le trader suisse Vitol, plus gros créancier et chef de file des fournisseurs du pétrole brut et des produits pétroliers finis, pour le remboursement de 185 milliards de FCFA. Toutes ces entreprises ont accepté le rééchelonnement du remboursement de la dette de la Sonara sur 10 ans, avec un taux d'intérêt annuel de 5,5 % hors taxes. Selon le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, cette quatrième étape du processus de restructuration et de



remboursement de la dette de la Sonara vis-à-vis des traders « va s'achever durant le premier trimestre 2024 » par la conclusion de deux autres conventions avec les traders

Signature de la convention de restructuration de dette entre la Sonara et le trader Suisse Mercuria.

Petra Energy et Addax Energy. Le membre du gouvernement annonçait précédemment la fin de ce processus pour octobre 2023. Après l'incendie qui a ravagé ses installations

en mai 2019 à Limbe (Sud-Ouest), l'unique raffinerie de pétrole du pays peine à honorer ses engagements et traîne une ardoise de 374 milliards de FCFA auprès des traders et des fournisseurs de pétrole brut et des produits pétroliers finis. À fin septembre 2023, le raffineur cumulait une créance de 425,5 milliards de FCFA auprès de ses fournisseurs étrangers, soit 83,2 % de l'encours global de la dette extérieure des entreprises publiques, révélait la Caisse autonome d'amortissement (CAA) dans sa dernière note de conjoncture mensuelle de la dette publique du Cameroun.

P.N.N

CONVENTION

Le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, et le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (Cdec), Richard Evina Obam, ont signé, le 15 décembre 2023 à Yaoundé, la convention fixant les modalités de gestion des opérations entre les deux structures.

Le partenariat Minfi, Cdec scellé

Cette signature constitue le premier acte sur la voie de la matérialisation des dernières mesures gouvernementales consacrant le lancement de la phase active du recouvrement des fonds et des valeurs de la Cdec détenus par des tiers. Par cette entente, la Cdec pourra désormais s'appuyer sur les comptes publics pour ses opérations financières dans tout le Cameroun. L'activité des comptes du Trésor, en qualité de préposé de la CDEC, résulte des termes du décret du 15 avril 2011 portant organisation et fonctionnement de cette structure publique placée sous la double tutelle technique et financière du Minfi. Celui-ci dispose, en son ar-

ticle 33, que « la Cdec utilise le concours des comptables du Trésor, agissant en qualité de préposé, selon les modalités définies dans une convention établie entre la Cdec et l'administration du Trésor ». La même mesure est contenue dans un arrêté du Minfi du 1er décembre 2023 fixant les règles relatives à l'organisation financière et comptable, les modalités de dépôt et de retrait, de consignation et de déconsignation des fonds et/ou valeurs détenus par la Cdec. Selon ce texte, le Directeur général peut décerner ou faire décerner par les préposés de la Cdec des contraintes contre toute personne qui, tenue de verser des fonds et/ou valeurs détenus ou reçus à la Caisse ou auprès des



Signature de la convention entre le ministère des Finances et la Cdec.

préposés de la Cdec, est en retard dans l'exécution de ses obligations. Les préposés de la Caisse des dépôts et consignations sont comptables envers cette dernière des recettes et des dépenses qui leur sont confiées. Ils déli-

vent un récépissé des sommes dont ils font recette pour le compte de la Cdec. « Ce travail se fera au nom et pour le compte de la Cdec », a précisé le Minfi. Louis Paul Motaze a notamment instruit la Direction générale du Trésor qui sera en première ligne des opérations financières visées par la présente convention et auprès de laquelle il est ouvert un compte au nom de la Cdec qui retrace toutes les opérations effectuées par les comptes publics pour le compte de cette caisse à mettre à disposition un personnel de qualité, trié sur le volet et capable de s'adapter et de délivrer les services que lui concède la Cdec, selon les standards requis par cette entente. Pour Richard Evina Obam,

DG de la Cdec, cette convention est « capitale dans le processus d'opérationnalisation de la structure qu'il dirige. Déjà parce qu'elle permettra aux préposés comptables relevant du Trésor public de travailler pour le compte de la Cdec en recevant les dépôts et en autorisant les retraits, les consignations et les déconsignations, dit-il. Mais aussi parce qu'elle contribuera à ce que le service public de dépôts et de consignations puisse s'opérer sur le territoire national étant entendu que la Cdec opère dans son siège social, mais ses relais à travers le territoire sont puisés au niveau de la direction générale du Trésor ».

Patricia Ngo Nguem

ÉLECTRICITÉ

À fin septembre 2023, Enéo chiffre ses créances dues par le secteur public à 234,5 milliards de FCFA, malgré des paiements de 43,1 milliards de FCFA reçus de l'État depuis le début de l'année selon un document interne dont Investir au Cameroun a obtenu copie.

Enéo réclame plus de 234 milliards de FCFA à l'État

Les créances dues par le secteur public à Enéo sont réparties en trois grandes catégories dont l'État central 131,7 milliards de FCFA, les entreprises publiques 55 milliards de FCFA et les autres entités publiques 47,8 milliards de FCFA, soit un montant global de 234,5 milliards de FCFA. Ces sommes, réclamées à l'État du Cameroun par le distributeur exclusif de l'électricité au Cameroun, ont donc augmenté de 38,5 milliards de FCFA, depuis la lettre adressée le 14 avril au Premier ministre camerounais, Joseph Dion Ngute, par Actis, actionnaire majoritaire d'Eneo (51 % des parts). Dans ce courrier signé par David Grylls, associé d'Actis, le fonds d'investissement britannique estimait la dette du secteur public vis-à-vis de

sa filiale camerounaise à 186 milliards de FCFA. Seulement, ce montant est tout de suite contesté par l'État du Cameroun, et des commissions sont mises en place pour arrêter d'un commun accord le montant de la dette du secteur public vis-à-vis d'Enéo. Mais, à en croire le communiqué publié à l'issue du conseil d'administration de l'électricien tenu le 7 décembre 2023 à Yaoundé, ce travail n'est toujours pas bouclé plusieurs mois après. « Le management a été encouragé à poursuivre le dialogue avec l'Agence de régulation du secteur de l'électricité, pour résoudre les points en suspens, notamment la reconnaissance des investissements d'Eneo, la compensation tarifaire et l'éclairage public », y lit-on. Depuis toujours, la com-

pensation tarifaire et la facturation de l'éclairage public font l'objet d'âpres négociations entre la filiale d'Actis et l'État et ses démembrements. Pour mieux comprendre, il faut savoir que la compensation tarifaire dépend de plusieurs variables, comme le niveau d'investissement réalisé par Eneo, dont l'évaluation fait toujours l'objet de longues tractations avec le gouvernement. Par ailleurs, les villes du pays ne disposant pas d'un réseau d'éclairage public moderne, les consommations sont estimées à partir notamment du nombre de lampadaires recensés. Mais les communes et Eneo peinent toujours à se mettre d'accord sur le nombre de lampadaires fonctionnels sur une période donnée. Ce qui demande souvent de conduire des contre-



Siège de Enéo Cameroon.

expertises. À fin septembre 2023, Eneo estime la compensation tarifaire à 75 milliards de FCFA et la facture de l'éclairage à 68,8 milliards de FCFA. Ce qui signifie que sur les 234,5 milliards de FCFA revendiqués par l'électricien à son actionnaire de référence (44 % des parts), seuls 90,7 milliards sont déjà consolidés. L'incertitude continue de peser sur un montant de 143,8 milliards de FCFA,

soit plus de 61,3 % de la somme globale. Depuis plusieurs mois, les discussions entre Eneo et l'État sont en cours pour le règlement d'une partie de la dette publique due à l'électricien. Le sujet présenté comme une « situation d'urgence » a été au centre du conseil d'administration du 7 décembre dernier. « Les administrateurs ont été assurés du plan et de l'entier soutien du gouvernement pour trouver des solutions rapides pour les paiements urgents du secteur », peut-on lire dans le communiqué signé du ministre Séraphin Magloire Fouda, président du conseil d'administration d'Eneo. Mais, selon nos informations, rien de concret n'a été obtenu à ce jour sur cette question.

Aboudi Ottou



2^{ème} Edition

**SALON INTERNATIONAL DE LA CHAÎNE DE VALEUR
ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE**

du



2024

31 JAN

02 FÉV



Au Musée National
Yaoundé.

Infolines:



(+237) 650 16 69 10.



Siveb-cmr.com